

## LE P.O.B. LIEGEOIS ET LA GUERRE D'ESPAGNE

par

**Linda MUSIN-FLAGOTHIER**

Licenciée en histoire ULG., Conservateur à l'Institut liégeois d'Histoire sociale

### 1. LA POSITION POLITIQUE DE LA FEDERATION LIEGEOISE DU P.O.B. A L'EGARD DE LA QUESTION ESPAGNOLE

Parallèlement au grand mouvement de solidarité qu'elle déclenche dans les rangs socialistes, la guerre civile espagnole provoque un malaise grandissant au sein du P.O.B. et de sa Fédération liégeoise, en raison du socialisme national prôné par Spaak et De Man en opposition à la tradition internationaliste du parti, et de la volonté manifestée par certains de poursuivre la participation à un gouvernement appliquant une politique de non-intervention.

Dès 1936, un ordre du jour voté par la Fédération liégeoise demande au P.O.B. de ne pas perdre de vue qu'il est la "Section belge de l'Internationale Ouvrière Socialiste" (1) et, qu'à ce titre, il ne saurait rester neutre, comme le veulent les socialistes nationaux, dans le conflit espagnol.

Fortement opposés à la ligne politique adoptée par le P.O.B., René Delbrouck et François Sainte, députés J.G.S., vont plus loin. En janvier '37, ils annoncent la création d'un groupe de tendance: "La Gauche Socialiste", qui critiquera ouvertement la politique du gouvernement, l'attitude du parti dans la question espagnole, et les socialistes nationaux. L'Assemblée fédérale du 7 février '37 rejette — par 114 voix contre 104 — cette initiative, mais adopte le principe d'une "Tribune des Tendances", publiée dans "La Wallonie", en accord avec le Comité fédéral. Celui-ci y délègue six collaborateurs: R. Delbrouck, F. Sainte, F. Van Belle, G. Truffaut, P. Gruselin, F. Logen. De février '37 à mars '39, cette "Tribune" va permettre la confrontation des thèses et options en présence au sein de la Fédération liégeoise, et surtout l'expression de cette gauche socialiste, antiparticipationniste, internationaliste et prônant une solidarité de

(1) *Rapport 1935-1936 de la Fédération liégeoise du P.O.B.*, Liège, Coop-Litho, p. 6.

tous les instants vis-à-vis de l'Espagne républicaine. Sans changer radicalement le profil du P.O.B. liégeois, ce nouvel élément élargit l'audience dont bénéficient R. Delbrouck et F. Sainte et joue un rôle non négligeable dans la suite des débats.

En octobre '37, à l'instar du parti, et suivant en cela les conseils de J. Merlot (à l'époque, Ministre des Travaux et de la Résorption du chômage) — qui s'oppose à ce que les ministres socialistes affichent au gouvernement une attitude internationaliste qui pourrait mettre fin à la participation socialiste au Cabinet — la Fédération liégeoise ne remet pas en cause l'action des ministres socialistes au gouvernement : l'Assemblée Générale vote le statu quo gouvernemental en se ralliant à la résolution du Conseil Général du P.O. qui constate simplement "la faillite de la politique dite de non-intervention et réclame le retour au droit international" (2).

En novembre '37, le gouvernement Janson succède à celui de Van Zeeland, et Spaak conserve le Ministère des Affaires Etrangères. La politique de neutralité de la Belgique est largement critiquée par les socialistes liégeois. Deux faits les irritent particulièrement : ils considèrent que la nomination d'un ambassadeur de Belgique à Rome équivaut à la reconnaissance par le gouvernement belge et ses ministres socialistes de la conquête italienne en Ethiopie, c'est-à-dire de l'envahissement d'un Etat indépendant par une puissance fasciste, dont le souverain porte désormais le titre d'Empereur d'Ethiopie. D'autre part, ils s'opposent à la demande des catholiques et des libéraux concernant l'envoi d'un attaché belge à Burgos, capitale des insurgés espagnols.

L'Assemblée fédérale d'avril 1938 réclame à l'unanimité la convocation au plus tôt d'un congrès du parti sur la politique extérieure.

En mai '38, Spaak devient Premier Ministre, et son attitude change radicalement. A la séance plénière du Conseil Général du 3 février '38, il avait déclaré : "On connaît mon opinion. J'ai dit que je n'enverrais pas de représentant à Burgos. Ma position est claire et je suis prêt à la défendre" (3). Désormais, le Premier Ministre socialiste se rallie à la demande des partis bourgeois et tente d'obtenir l'adhésion du parti.

En vue du congrès socialiste sur la politique étrangère, l'Assemblée fédérale liégeoise se réunit le 30 octobre et le 4 novembre '38 avec, comme base de discussion, un rapport rédigé par E. Vandervelde, qui juge sévèrement la position de Spaak. Van Belle, Sainte, Delbrouck, Truffaut ... critiquent la politique étrangère du gouverne-

(2) *La Wallonie*, 4 octobre 1937, p. 3, col. 2-4.

(3) L. MUSIN, *Liège, 1885-1985, Histoire des Fédérations*, Bruxelles, P.A.C., p. 88, (collection Mémoire Ouvrière).

ment et réclament le départ des ministres socialistes de celui-ci. Seuls Merlot (Ministre de l'Intérieur et de la Santé Publique) et Bondas (syndicaliste) défendent Spaak. Pour Merlot — qui par ailleurs considère que la politique d'indépendance de la Belgique n'est pas une politique de neutralité — "il est incontestable que pour Burgos, Spaak n'a pu échapper à l'obligation de reconsidérer la question qui se pose sur le terrain uniquement commercial. Dans le monde entier, il reste cinq pays qui ne sont pas en relation avec l'Espagne de Franco ... s'il s'agissait de faire un geste qui put paraître comme le moindre encouragement à un mouvement révolutionnaire, nous nous y opposerions farouchement. Mais il n'en est rien. Ne nous lions donc pas. La vraie démocratie c'est de choisir ses mandants et de leur faire confiance" (4). Bondas (qui demande à l'assemblée de conserver son sang-froid) défend l'ordre du jour de l'Union Socialiste Communale de Seraing, qui propose que la question de Burgos soit ajournée jusqu'après le congrès. Un rapport explicatif serait fourni aux fédérations qui pourraient alors statuer en toute connaissance de cause. Il sait que le gouvernement Spaak n'est pas éternel, mais "il faut tirer des faits le meilleur parti pour la classe ouvrière ... et la question qui se pose est de savoir quel serait l'avantage que nous pourrions retirer d'une situation nouvelle" (5). L'Assemblée Générale adopte finalement, par 197 voix contre 19 à l'ordre du jour de Seraing et 6 abstentions, l'ordre du jour de l'U.S.C. de Liège qui "s'oppose irréductiblement à une représentation même commerciale auprès de la junte de Burgos, qui pourrait être considérée comme une reconnaissance par la Belgique du gouvernement de Franco". Elle déclare également que "la politique dite d'indépendance ne peut être tolérée par les socialistes que pour autant que son application ne soit pas un glissement vers le neutralisme ou comme un rapprochement vers les puissances totalitaires et que, d'autre part, cette politique maintienne l'intégralité des garanties accordées, notamment par la France et la Grande-Bretagne, en fonction de la fidélité de notre pays au Pacte de la Société des Nations et aux obligations conformes à la sécurité collective qu'il comporte pour ses membres" (6).

Le congrès socialiste des 5-7 novembre vote, à l'unanimité moins 7 voix et 4 abstentions, un ordre du jour qui constate que l'envoi d'un délégué belge à Burgos est une question qui n'a pas fait partie de la déclaration gouvernementale. Le congrès fait confiance aux minis-

(4) *La Wallonie*, 31 octobre 1938, p. 3, col. 4.

(5) *La Wallonie*, 31 octobre 1938, p. 1, col. 2.

(6) *Rapport 1937-1938 de la Fédération liégeoise du P.O.B.*, Liège, Coop-Litho, p. 4-5.

tres socialistes pour qu'aucune décision définitive ne soit prise sans qu'un congrès se soit prononcé. Il faut toutefois souligner que le vote s'est fait sans la Fédération liégeoise qui s'était retirée pour délibérer, parce que l'ordre du jour lui paraissait obscur et prêtant aux manoeuvres. De fait, Spaak se rallie à la décision du congrès, qui lui permet de convoquer un nouveau congrès. D'autre part, il obtient, avec une majorité d'environ deux tiers des voix, l'approbation pure et simple de sa politique extérieure. Au texte de Spaak, la Fédération liégeoise préfère celui de la Commission des Résolutions, même si celui-ci approuve — alors que les Liégeois ne font que tolérer — les principes qui guident la politique internationale du gouvernement belge basée sur l'indépendance du pays à l'égard de toutes les coalitions militaires. Au lendemain du congrès, F. Van Belle commente le vote émis par la Fédération liégeoise "qui a donné lieu à bien des discussions et des interprétations. Les uns ont voulu y voir un blâme au gouvernement Spaak et même un soufflet à notre ami Merlot. D'autres en ont conclu que la Fédération liégeoise toute entière était passée au plus prononcé des extrémismes" (7). Ce vote s'explique tout simplement, dit Van Belle, par l'identité existant entre le texte voté par la Fédération liégeoise à son Assemblée fédérale, et celui de la Commission des Résolutions, alors qu'il n'y avait aucune concordance avec celui de Spaak. La délégation liégeoise, qui avait reçu un mandat formel, ne pouvait donc voter ce dernier.

Dans les jours qui suivent, les "manoeuvres" dont se méfiaient les socialistes liégeois se précisent. Le 29 novembre, Spaak déclare devant le Sénat qu'il va engager des négociations avec l'Espagne de Franco. Un nouveau congrès est alors convoqué. A la Fédération liégeoise, l'Assemblée Générale discute longuement de la situation politique. Malgré leur soutien à la cause républicaine espagnole, Bondas et Merlot défendent la politique de Spaak. Bondas soutient que ce dernier aurait difficilement pu manoeuvrer autrement qu'il ne l'a fait, et laisse entrevoir la certitude d'une déflation et d'une régression au niveau social, en cas de chute de ce premier gouvernement dirigé par un socialiste. "Tout cela, c'est de la discussion, si cela ne tenait qu'à moi, il n'y aurait personne à Burgos (Merlot: "Et à moi non plus!"). Mais cela ne tient pas qu'à nous. Dans une politique de participation, chaque parti se plaint des autres ... en acceptant de participer, vous n'avez jamais espéré réaliser tout votre programme" (8).

(7) *La Wallonie*, 14 novembre 1938, p. 3, col. 5.

(8) *La Wallonie*, 5 décembre 1938, p. 1, col. 6-7, p. 6, col. 3-4.

J. Merlot pense que le congrès et le parti ne sont pas mis devant un fait accompli. "Ce que l'on fait, c'est s'enquérir des conditions auxquelles un attaché pourrait être envoyé à Burgos ... Si nous tombons, vous êtes certains que le délégué à Burgos sera envoyé tout de suite" ("Sans nous" disent plusieurs délégués; "Oui, mais la Belgique y sera" répond Merlot). D'autre part, le ministre de l'Intérieur et de la Santé Publique laisse entrevoir des compensations si la Fédération liégeoise se dit favorable à Burgos : le gouvernement s'opposera à une politique de déflation et demandera le vote de l'assurance-chômage obligatoire.

Mais la Fédération liégeoise reste insensible aux arguments de Bondas et de Merlot. La politique du "fait accompli" adoptée par Spaak lui déplaît fortement et la chute de ce premier gouvernement à direction socialiste lui paraît préférable à un désaveu du P.O. par la classe ouvrière. Truffaut considère que le discours de Spaak au Sénat est un véritable soufflet à l'égard du parti et déclare : "Il y a dans le parti un problème Spaak" (9). L'U.S.C. de Liège présente un ordre du jour qui propose de réclamer qu'un congrès spécial du parti examine l'action de Spaak. Le refus d'envoyer un délégué à Burgos n'est pas, dit Delbrouck, une question d'honneur, mais une question de socialisme. Les socialistes liégeois adoptent à l'unanimité moins 20 voix l'ordre du jour de F. Van Belle : "les délégués liégeois au congrès du P.O.B. doivent s'opposer à toute reconnaissance directe ou indirecte, mitigée ou complète, auprès de la junte de Burgos". La Fédération accueille avec satisfaction l'idée d'une médiation afin de mettre un terme au conflit qui divise l'Espagne, mais celle-ci ne sera possible qu'après l'évacuation complète du territoire espagnol par les effectifs et le matériel des armées italienne et allemande.

Le congrès socialiste du 5 décembre '38 s'oppose, par 372.450 voix contre 187.598 et 5.820 abstentions, à l'envoi d'un représentant auprès du général Franco. Malgré le vote du congrès, et considérant que le gouvernement doit tomber devant le Parlement et nulle part ailleurs, Spaak se présente le 6 décembre devant la Chambre, qui lui exprime la confiance dans sa politique étrangère par 111 voix contre 49 et 21 abstentions. 18 des 61 députés socialistes ont voté pour Spaak, et 38 contre. Merlot est le seul député socialiste liégeois à avoir voté pour le Premier Ministre. Devant l'attitude des députés socialistes, Spaak propose de démissionner, mais ceux qui avaient voté contre lui les 5 et 6 décembre lui demandent de rester au gouvernement.

Eeckelers, Van Acker (pour le Cabinet) et Gailly "au nom d'un grou-

(9) Idem.

pe assez important d'opposants" (10) se rendent en effet chez le Premier Ministre pour le prier de rester en fonction. A cela, Truffaut rétorque dans "La Wallonie" du 9 décembre: "J'étais à la Chambre mercredi après-midi; je n'ai été sollicité dans ce sens et je n'ai donné aucun mandat au citoyen Gailly. Je considère, en effet, que ce qui se passe actuellement constitue une dérision de la volonté du Parti exprimée démocratiquement par le congrès. Pour en avoir parlé avec mes collègues socialistes de Liège je crois pouvoir dire que ceux-ci partagent entièrement ce sentiment".

Le vote à la Chambre a publiquement scindé le P.O.B. A ces 18 députés flamands qui ont voté pour Spaak, F. Van Belle pose la question: "où voulez-vous mener le P.O.B.?" La différence de position prise par les socialistes flamands et wallons n'est pas de nature à l'étonner. "Ce n'est pas la première fois que j'ai souligné la différence de mentalité qu'il y a entre les Wallons et les Flamands. Cette fois, d'autres qui jusqu'à présent ont toujours fermé les yeux devant la réalité, ont bien été obligés de voir clair. L'attitude des 18 députés flamands a mis en colère pas mal de Wallons qui n'hésitaient pas à dire qu'il faudrait créer un parti socialiste wallon et laisser les Flamands se débrouiller entre eux. Pour moi, qui ai déclaré depuis plusieurs années qu'il fallait faire la séparation dans le Parti et dans le pays, je saluerai ce jour avec joie ... Deux congrès du Parti ont déclaré à une majorité écrasante: "Burgos, jamais!" Et nous voyons les organismes directeurs du Parti discuter sur le point de savoir si cela veut dire qu'il faut quitter le gouvernement tout de suite ou seulement au moment où le ministre des Affaires Etrangères devra apposer sa signature sur le document accréditant un représentant de Burgos en Belgique. D'après cela, ce ne serait donc qu'au moment où le fait serait accompli ou sur le point de s'accomplir que les ministres socialistes devraient quitter le gouvernement. Croit-on vraiment que les travailleurs y comprendront quelque chose? Les événements de la semaine ont provoqué bien des réflexions amères et même des critiques acerbes ... Il serait temps qu'un large débat s'institue dans le Parti sur la ligne de conduite à suivre, sur les principes de la démocratie, sur la division wallon-flamande et sur bien d'autres choses encore qui peuvent se résumer dans la question: Où mène-t-on le P.O.B.?" (11).

Dans un "Appel à la fédération liégeoise", Gruselin traduit le désarroi ressenti par les socialistes liégeois: "Pour l'instant, nous restons fidèles aux décisions du parti et de la fédération liégeoise ... en cas

(10) *La Wallonie*, 8 décembre 1938, p. 1, col. 2-5.

(11) *La Wallonie*, 12 décembre 1938, p. 3, col. 5-6.

de carence des instances supérieures, c'est tout naturellement vers la fédération que nos affiliés se tournent". Si les intérêts supérieurs de la classe ouvrière l'incitent à ne pas laisser éclater son indignation, c'est pourtant sévèrement que ce socialiste modéré et péobiste dans l'âme juge l'action du Premier Ministre: "C'est du bel ouvrage ... Heureusement qu'il n'est pas l'oeuvre d'un prolétaire car, s'il en était ainsi, on pourrait légitimement lui reprocher d'avoir trahi sa classe" (12). Quant à Delbrouck, il pose la question en termes de "démission ou exclusion" à l'égard de Spaak. Il s'agit de se compter écrit le député J.G.S. "Nous voulons l'unité du P.O.B., mais pas avec n'importe qui et pour faire n'importe quoi" (13).

Le 13 janvier 1939, les négociations avec le général Franco aboutissent. Deux jours plus tard, le congrès du parti se réunit. Au nom de la Fédération liégeoise, F. Van Belle y déclare que "le Comité fédéral a décidé de maintenir la décision prise aux deux congrès précédents. Il dénie au congrès le droit de défaire ce qui a été décidé par les congrès précédents. La démocratie ne consiste pas à consulter le parti et à faire le contraire de ce qui a été décidé. La fédération liégeoise regrette l'attitude du Bureau qui menace de provoquer une crise dans le parti. Nos congrès avaient dit: Burgos jamais, et dans ces conditions, il fallait quitter le gouvernement. Nous demandons au congrès de maintenir la décision des congrès précédents" (14).

Par la majorité des deux tiers, le congrès regrette l'envoi d'un représentant quelconque à Burgos, mais estime nécessaire la poursuite de la participation socialiste au gouvernement. La résolution est votée par 362.869 voix contre 197.650 et 7.350 abstentions. Liège se prononce contre la résolution par 61.784 voix contre 10.298. Au lendemain du congrès, René Delbrouck, Paul Gruselin, F. Van Belle, François Sainte, si différents dans leur conception du socialisme, s'entendent tous pour condamner la procédure utilisée par le Bureau du Conseil Général concernant l'accord sur Burgos "elle n'est pas la démocratie, elle n'en est pas la caricature, mais la négation la plus absolue". Mais, au-delà des erreurs commises, P. Gruselin appelle "au drapeau quand même": "Nous savons que dans les mines et les usines, les esprits sont montés et désemparés; nous savons que des camarades menacent de quitter les organisations ou d'user de représailles ... En haut, des erreurs ont été commises ... Pour le Parti, pour le Socialisme, nous sommes prêts à consentir des sacrifices, mais pas à être dupes, c'est pourquoi nous demandons qu'on

(12) *La Wallonie*, 10-11 décembre 1938, p. 3, col. 6.

(13) *La Wallonie*, 19 décembre 1938, p. 3, col. 5-6.

(14) *La Wallonie*, 16 janvier 1939, p. 3, col. 3-6.

s'explique clairement et fraternellement" (15). Pour F. Van Belle, l'affaire de Burgos crée "le doute, l'incertitude, la crise morale chez tous ceux qui ont toujours mis la défense du Parti et de ses décisions au-dessus de tout" (16). Une maigre consolation dit Delbrouck : "Liège aura fait son devoir pour rester jusqu'au bout fidèle à la pensée d'Emile Vandervelde : Burgos ! Jamais !" (17). Quant à l'avenir du gouvernement, il est, pour F. Sainte, évident : "le jeu est apparent sinon simple : après la honte de Burgos, il faut envoyer aux urnes, immédiatement ou à bref délai, la classe ouvrière désemparée ... Nous n'aurons su — devant l'opinion publique — ni défendre le peuple espagnol, ni défendre et promouvoir la démocratie dans notre pays, ni créer les conditions d'un essor social ardemment désiré pour notre classe ouvrière" (18).

\*

\*\*

En conclusion, on peut donc dire que, si la Fédération liégeoise du P.O.B. ne fait pas de la politique de non-intervention une question de gouvernement, elle s'oppose par contre, de manière catégorique et continue à une reconnaissance quelconque du régime de Franco. La tendance participationiste, principalement représentée par J. Merlot (ministre) et J. Bondas (syndicaliste) a, face à elle, la majorité des leaders du P.O.B. liégeois, qui refusent, pour sauver une collaboration ministérielle déjà bien entamée, d'avaliser un régime fasciste et, par là-même, d'abandonner les principes internationalistes prônés par l'idéologie socialiste.

Il faut cependant remarquer qu'au sein même de la Fédération liégeoise, la tendance de gauche — c'est-à-dire le mouvement J.G.S. et les députés R. Delbrouck et F. Sainte — s'oppose farouchement à "la duperie de la politique de non-intervention" dès les premiers mois du conflit espagnol. La gauche socialiste liégeoise va ainsi rejoindre, dans un même courant de pensée, la "vieille garde" du parti représentée par L. de Brouckère et E. Vandervelde, aux côtés de personnalités telles qu'Isabelle Blume, Henri Rolin, Albert Marteaux ... A ce titre, il est intéressant de noter le nombre impressionnant de meetings que donnent ces partisans de la sécurité collective, pour l'Espagne républicaine, dans la région liégeoise. Louis de Brouckère ne vient pas moins de 19 fois ("La Wallonie" parlera de la "croisade"

(15) *La Wallonie*, 20 janvier 1939, p. 3, col. 6.

(16) *La Wallonie*, 24 janvier 1939, p. 6, col. 5.

(17) *La Wallonie*, 16 janvier 1939, p. 6, col. 6-7.

(18) *La Wallonie*, 26 janvier 1939, p. 3, col. 3.

de de Brouckère pour les Républicains) comme Isabelle Blume; Jeanne Emile Vandervelde et Emile Vandervelde plus de 10 fois. Tous y défendent le ferme soutien du P.O.B. à la cause républicaine aux côtés des J.G.S. liégeois, qui constituent la principale source d'orateurs sur le sujet dans l'arrondissement. Quand à Spaak, il vient une demi-douzaine de fois, mais principalement dans des assemblées syndicales ou aux côtés de syndicalistes liégeois. Dans ces meetings, non spécifiques à l'Espagne, il justifie sa position en matière de politique extérieure.

Dans le différend qui oppose la "vieille garde" — et surtout E. Vandervelde — à Spaak, la Fédération liégeoise — à l'inverse du mouvement J.G.S. — adopte une attitude neutre et circonspecte, mais sur Burgos elle reste intraitable.

## 2. LA SOLIDARITE DES SOCIALISTES LIEGEOIS A L'EGARD DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS.

Lorsqu'on étudie l'aide apportée par les socialistes liégeois aux Républicains espagnols, on est frappé tout autant par l'ampleur de la solidarité que par sa diversité et son originalité.

Dès le début de la guerre civile espagnole, la Fédération Générale des Syndicats de Liège lance les premières souscriptions dans la région. A la fin du mois d'août, plus de 120.000 francs ont déjà été récoltés (19).

Au total, elle lancera plus de 40 souscriptions durant toute la durée du conflit. Rapidement, Liège arrive en tête de l'effort de solidarité. En août '37, A. De Block félicite les Liégeois qui viennent de verser en une fois à la souscription nationale, pas moins de 179.200 francs. "La région liégeoise n'a pas seulement brillamment travaillé, mais elle a aussi conquis avec brio la première place dans l'action de soutien à l'Espagne républicaine. Pas un seul arrondissement ne ravira facilement ce titre de gloire aux champions, pour employer un terme sportif" (20).

En octobre '37, commentant l'action de soutien aux Républicains espagnols, A. De Block indique que sur les 3,5 millions de francs versés par le mouvement socialiste belge, 1/5 provient du seul arrondissement de Liège (704.546,38 francs) — Charleroi et Bruxelles arrivant loin derrière (356.681,75 francs et 499.325,17 francs) (21).

(19) *La Wallonie*, 1er. septembre 1936, p. 4, col. 7.

(20) *La Wallonie*, 13 août 1937, p. 1, col. 4.

(21) *La Wallonie*, 16 octobre 1937, p. 1, col. 1.

Pour rassembler l'argent, les moyens les plus divers sont utilisés : les plus usités sont les sorties-collectes dans les quartiers ou les localités, et les collectes faites lors des meetings, aux sorties des cinémas, les troncs déposés dans les Maisons du Peuple et les magasins de l'Union Coopérative de Liège. Mais il y a aussi toutes les manifestations organisées au profit de l'Espagne : les soirées artistiques et dramatiques avec le concours des harmonies et des troupes de théâtre des Maisons du Peuple, les soirées de cabaret wallon, les opérettes, les soirées cinématographiques sur l'Espagne, les bals, les concerts, mais également les concours de chants de coqs, de billard, de bowling, de pigeons-voyageurs, d'amateurs de crochet, de carabine à plomb et de fléchettes, les tombolas, les expositions de travaux féminins et les expositions anti-fascistes, les ventes de fleurs, les manifestations sportives, l'exhibition de chiens policiers, ... sans oublier l'argent récolté à des mariages par la vente de la jarrettière de la mariée, plus de 70 ventes en deux ans et demi pour les Républicains espagnols et surtout pour les enfants.

D'autre part, comme Charleroi et le Borinage, Liège réalise aussi, en dehors de la collaboration aux souscriptions nationales, de nombreux envois directs aux Républicains, dont il est très difficile d'évaluer le montant total. Enfin, il faut tenir compte des enfants espagnols hébergés, par l'intermédiaire des socialistes liégeois, dans des familles et dans les homes F.P.S. de la région (environ 640 enfants), et dont l'entretien par mois est d'environ 300-400 francs par enfant.

A cette solidarité, les différentes branches du mouvement socialiste participent de manière unanime. La F.G.S. lance les souscriptions, participe elle-même financièrement à l'aide à l'Espagne et assure le secrétariat de celle-ci pour la région. L'Union Coopérative de Liège, outre l'argent versé, met également ses locaux (Maisons du Peuple) et ses camions, ainsi que son personnel à la disposition des collecteurs et des convois vers l'Espagne. Les organisations féminines et les J.G.S. surtout déploient de grands efforts; les premières s'occupent surtout des collectes et de l'hébergement des enfants; les seconds des meetings, des collectes et des convois.

## A. LES SORTIES-COLLECTES ET LES CONVOIS DE VIVRES

D'août '36 à mars '39, on dénombre plus de 200 sorties-collectes pour l'Espagne républicaine dans l'arrondissement de Liège (22).

(22) Ce chiffre résulte du dépouillement systématique de *La Wallonie* de juillet 1936 à mars 1939.

Précisons qu'il s'agit là uniquement de sorties-collectes structurées, organisées par les groupes socialistes dans des quartiers ou des localités, les petites collectes aux meetings ou aux sorties d'usines n'étant pas reprises dans ce comptage.

Au début, les sorties-collectes se font un peu spontanément, avec quelquefois la présence d'une harmonie. Par la suite, leur organisation devient plus efficace : des enveloppes, sachets ou/et sacs sont déposés dans les maisons, puis repris quelques jours plus tard par des militants disposant de camions et parfois d'une auto-radio. Les collecteurs sont souvent porteurs de "brassards" spécifiques et utilisent des troncs scellés pour l'argent, lequel est habituellement encaissé par des délégués des administrations communales, ce qui contribue à donner à ses collectes un caractère sérieux et officiel.

### CALENDRIER DES OPERATIONS DE SOLIDARITE

Durant les six premiers mois de la guerre civile espagnole, la solidarité s'organise dans la région liégeoise. Les souscriptions lancées par la F.G.S. rencontrent un grand succès. D'autre part, deux initiatives originales marquent l'automne '36 : les collectes du journal "Le Pays réel", et la récolte de tricots et de vêtements pour les combattants espagnols.

Dans la deuxième quinzaine du mois d'août 1936, les socialistes de Flémalle-Haute prennent l'initiative de rassembler les numéros du "Pays Réel" distribués par le mouvement rexiste dans la localité, afin de les vendre comme "vieux papiers" au profit des Républicains espagnols. La sortie-collecte organisée le 26 août rapporte 147 kgs de papier, et les Flémallois prévoient immédiatement une deuxième sortie pour le 29 août (23). Cette démarche fait rapidement tâche d'huile dans la région : à Seraing, Romsée, Grâce-Berleur, Ayeneux, Jemeppe, Jupille, Fraipont, Vaux-sous-Chèvremont, Embourg, Awans, Bellaire ... On assiste durant tout le mois de septembre à une véritable campagne de ramassage du "torchon fasciste" communément appelé à l'époque "Le Pourri réel" (24).

En septembre 1936, les Comités réunis des organisations féminines socialistes de la région liégeoise adressent une circulaire aux Femmes Prévoyantes et aux Guildes des Coopératrices locales, leur demandant de confectionner des tricots pour les miliciens espagnols. Immédiatement, les affiliées se mettent au travail. Début octobre,

(23) *La Wallonie*, 25 août 1936, p. 2, col. 3 et 27 août 1936, p. 2, col. 2.

(24) *La Wallonie*, 2 septembre 1936, p. 2, col. 2.

M. Laboulle (des F.P.S. de Liège) fait le point sur ce qui a été fait : "le mouvement a été si spontané, si unanime, si émouvant qu'il est certain que nos amies ont une compréhension parfaite de la situation de nos camarades espagnols ... il est réconfortant de savoir que le bureau du secrétariat de la Femme Prévoyante à Liège reçoit chaque jour des demandes de laine à tricoter, des offres de collaboration pour le travail à faire ... Tant et si bien que nous avons besoin de quantités énormes de laine pour donner satisfaction à toutes celles qui nous apportent leur concours désintéressé. Des sections locales ont récolté des fonds dont on pourrait disposer pour acheter la laine en gros à des prix avantageux". D'autre part, des femmes tricotent en faisant don de la laine qu'elles emploient : "Ce don a d'autant plus de valeur qu'il est le résultat d'un sacrifice, d'ordre personnel dans bien des cas, fait par une femme de la classe ouvrière" (25).

Cette campagne de tricots se répand dans toute la région : Jupille, Romsée, Sprimont, Seraing, Ayeneux, Tilleur, Chênée, Angleur ... Dans ces deux dernières localités, cela se fait dans le cadre de "l'heure de l'aiguille", dont les séances se tiennent à la Maison du Peuple. Ailleurs, la laine est fournie gratuitement et à retirer dans les Maisons du Peuple ou dans les magasins de l'Union Coopérative de Liège.

On fait également appel pour recevoir tous les vêtements chauds et des chaussures. Des sorties-collectes sont organisées; à Angleur, 1.200 francs sont recueillis en deux jours pour l'achat de laine (26).

Au 31 octobre, le secrétariat de la Femme Prévoyante de Liège a reçu de la part des sections F.P.S. et des Guildes de Coopératrices : 150 pull-overs, 125 écharpes, 300 paires de chaussettes, 20 pardessus, 200 objets divers, du linge et des sous-vêtements, 30 kgs de sucre, des haricots blancs et plus de 4.000 francs en espèces. La plupart des tricots rentrés ont été confectionnés avec de la laine fournie par les sections, et la Mutualité doit encore recevoir tous ceux faits avec la laine qu'elle a distribué. A Seraing, l'effort des F.P. est important : à la mi-novembre, le Comité a réalisé : 39 paires de chaussettes, 26 pull-overs, 2 gilets, 13 écharpes (27).

Au-delà de cette première campagne, les collectes de vêtements continuent tout au long des trois années du conflit espagnol; elles se conjuguent souvent avec celles de vivres et d'argent destinées à aider la population espagnole et surtout les enfants.

De janvier à juillet 1937, la solidarité se traduit surtout par des

(25) *La Wallonie*, 5 octobre 1936, p. 6, col. 5.

(26) *La Wallonie*, 2 novembre 1936, p. 2, col. 3.

(27) *La Wallonie*, 5 novembre 1936, p. 6, col. 7; 18 novembre 1936, p. 2, col. 3.

collectes pour les enfants d'Espagne et par l'aide sanitaire apportée à la création de l'hôpital d'Onteniente.

Dès le début de 1937, les deux Internationales (I.O.S. et F.S.I.) travaillent à la création d'un hôpital pour les miliciens républicains espagnols, à Onteniente. Jean Delvigne (secrétaire du P.O.B.) y travaillera, comme délégué des deux Internationales, pour répartir les secours envoyés et assurer la liaison avec le Front. A l'instar de l'ensemble du Parti, les militants socialistes liégeois répondent à l'appel lancé par les deux Internationales et aux articles de J. Delvigne dans "La Wallonie", en collectant pour fournir à cet hôpital le matériel sanitaire nécessaire, ainsi que des lits et des ambulances. Cette campagne se déroule de janvier à octobre 1937, surtout durant les mois de mars, avril, mai, et ce parallèlement aux souscriptions habituelles pour l'Espagne républicaine.

Les Comités locaux d'Aide à l'Espagne, les Femmes socialistes, les J.G.S., le F.E.R., l'U.S.A.F. de Seraing, le Sersano, les U.S.C. ... y participent. Les Femmes Socialistes de l'arrondissement de Liège (c'est-à-dire le Comité d'Action des Femmes Socialistes, les F.P.S., les Guides des Coopératrices) n'offrent pas moins de 5 lits à l'occasion du 1er mai 1937 (un lit coûte environ 1.200 francs) (28). Les Faucons Rouges souscrivent pour un lit en vendant leur recueil de "chansons rouges". Les J.G.S. et le F.E.R. sont aussi très actifs. Le 27 février, ils organisent un rassemblement à Liège, pour promener la voiture sanitaire achetée grâce à la souscription nationale. En plus des meetings et des sorties-collectes, les J.G.S. de la Fédération régionale de Liège donnent un grand bal pour "l'oeuvre de l'ambulance", en mai '37, destiné à l'achat de la deuxième ambulance du mouvement J.G.S. national (29).

En octobre '37 — la deuxième ambulance est sur le point d'être envoyée — le secrétaire national du F.E.R. commente l'action des J.G.S. dans la campagne d'aide sanitaire du P.O.B. : "depuis le début, les régionales J.G.S. ont consciemment accompli leur tâche : Verviers, Huy, Charleroi, Namur, Bruxelles, le Centre firent leur devoir chacune selon ses moyens. Mais il en est qui furent admirables et, sans diminuer en rien le mérite des autres, il convient de tirer du lot les régionales regroupées au sein du Comité d'arrondissement de Liège qui, pour ne pas manquer à leur tradition, nous ont apporté plus de la moitié des sommes recueillies dans tout le pays", soit 75.000 francs (30).

(28) *Rapport 1937-1938 de la Fédération liégeoise du P.O.B.*, op.cit., p. 74.

(29) *La Wallonie*, 23 mars 1937, p. 2, col. 1.

(30) *La Wallonie*, 20 octobre 1937, p. 6, col. 4.

D'autre part, répondant à l'initiative du "Service Sanitaire Ouvrier International", Sersano participe au mouvement par la vente de pansements dans toute la région liégeoise, durant les mois de février, mars et avril '37. L'argent récolté au niveau national permet d'acheter 8 lits pour Onteniente, qui portent le nom des principaux collecteurs : "Sersano-Liège", "Sersano-Montegnée", "Sersano-Ougrée", "Sersano-Chênée", (les 4 autres sont appelés Sersano Bruxelles, Verviers, Huy et Anvers), ce qui montre l'effort tout particulier réalisé dans la seule région liégeoise (31).

D'autres groupements apportent leur quote-part. A titre d'exemple : La Fédération cantonale de Fléron souscrit pour un lit, le Conseil d'Administration de l'Union Mutualiste de Liège pour 3 lits, les U.S.C. de Flémalle et de Tilleur pour 3 et 2 lits, les socialistes italiens de la région liégeoise pour un lit, le Syndicat socialiste des Employés de Liège verse 2.000 francs pour Onteniente, des socialistes yougoslaves de Seraing envoient 900 francs ...

Comme on le voit, l'effort fourni est spontané, rapide, important et implique l'ensemble des organisations ouvrières du bassin liégeois. Il faut cependant souligner le rôle tout particulier joué par les F.P.S. et les J.G.S. dans cette opération.

Durant le second semestre '37, l'aide à l'Espagne diminue sensiblement. Au mois d'octobre, A. De Block tente de la relancer, car les Républicains ont besoin de vivres pour faire face à l'hiver, mais le mouvement tarde à démarrer. A. De Block veut récolter dans tout le pays 500.000 francs destinés à la St. Nicolas des enfants espagnols. Des 70.000 francs que la région liégeoise doit récolter dans le cadre de cette campagne nationale, elle en apportera seulement 17.050,25 francs pour la fin décembre, cette souscription atteindra 57.684,25 francs en avril '38 (32). La dernière semaine de l'année 1937 est consacrée dans toutes les fédérations aux enfants espagnols, avec comme slogan : "Du lait pour les enfants espagnols". De cette action vont découler plusieurs initiatives dans le bassin liégeois.

La Fédération régionale des J.G.S. de Liège met sur pied la "Semaine du lait pour les petits Espagnols", du 9 au 15 janvier 1938, qu'elle clôture par un "Bal de la Jeunesse", organisé en collaboration avec les Jeunesses Syndicales, les Etudiants Socialistes, la Fédération Sportive Socialiste. Le bénéfice de cette semaine dans tout le canton de Liège est de 18.000 francs (33). Forts de ce succès, les J.G.S. de la Régionale de Liège décident d'amplifier le mouve-

(31) *La Wallonie*, 21 juillet 1937, p. 6, col. 3.

(32) *La Wallonie*, 5 avril 1938, p. 6, col. 2.

(33) *La Wallonie*, 19 janvier 1938, p. 4, col. 6.

ment en organisant un cycle de "Dimanches du lait", avec comme mot d'ordre "10.000 boîtes de lait ou 60.000 francs" à récolter avant le 1er mai 1938. Pendant 11 dimanches (Charles Rahier parle de 19 dimanches) — du 13 février à juin '38 — ils visitent les quartiers de la ville, de 8 à 14 heures, tout en collectant également au café de la Populaire. Cet effort des J.G.S. de Liège est d'ailleurs remarqué par le Secrétaire National des J.G.S., F. Godefroid, qui les met au tableau d'honneur de la F.N.J.G.S. (34).

D'autres fédérations de J.G.S. adoptent une démarche semblable. Celle de Seraing met sur pied la "Quinzaine du lait" durant le mois de février '38. En plus des collectes, les J.G. organisent des spectacles, un gala de boxe et un concours de pigeons-voyageurs (35).

Durant tout le printemps, on assiste à une grande série de collectes et de convois pour l'Espagne, dans toute la région liégeoise. Il s'agit de récoltes de vivres, de vêtements et d'argent.

Le 23 mars, dans le cadre d'une campagne nationale du Comité de Coordination pour l'Aide à l'Espagne républicaine, 3 camions chargés de 10 tonnes de vivres et de tissus quittent Seraing pour Liège, puis Bruxelles, d'où ils partent avec les camions des autres régions du pays vers l'Espagne. Le 27 mars, les J.G.S. de St. Nicolas conduisent, via Namur et l'Espagne, un camion comprenant 710 kgs de produits divers, 5.500 cigarettes, 225 cigares, 15 kgs de tabac, des vêtements et des chaussures. A la même époque, la Fédération régionale des J.G.S. de Liège envoie 100 colis de 9 francs chacun aux combattants de la Brigade Internationale "Pierre Brachet". Dans ces colis : du chocolat, du tabac et du papier à cigarettes. Le 21 avril, le Comité d'Aide à l'Espagne de Seraing expédie 15 tonnes de marchandises récoltées et 15 tonnes de pommes de terre achetées vers l'Espagne. Le 30 avril, un camion comprenant 3 tonnes de vivres collectés par le Comité d'Aide à l'Espagne et les J.G.S. quitte Grivegnée. Le 8 mai, 15 camions sillonnent Seraing; les 18 tonnes de vivres et les 11.000 francs récoltés sont acheminés le 27 mai par chemin de fer vers Barcelone.

Au mois de mai '38, la Fédération liégeoise du P.O.B. organise elle aussi un convoi de vivres. La campagne "Pour un convoi de 100 tonnes" met à contribution toutes les U.S.C. de l'arrondissement qui reçoivent des instructions quant à la nature des vivres, le triage, l'emballage ... Le 25 mai, la Fédération liégeoise dit avoir expédié un convoi de 50.000 kgs vers l'Espagne, et annonce le départ prochain d'un deuxième convoi (36).

(34) *La Wallonie*, 10 février 1938, p. 2, col. 4.

(35) *La Wallonie*, 16 février 1938, p. 2, col. 4.

(36) *La Wallonie*, 27 mai 1938, p. 2, col. 7.

En juin '38, les militants socialistes — surtout les J.G.S. — sont mobilisés par les meetings contre la reconnaissance de Burgos. On note cependant la collecte entreprise par les Faucons Rouges pour obtenir du matériel scolaire destiné à aider l'effort culturel entrepris par les Républicains espagnols.

Juillet est marqué par la "Quinzaine de solidarité" organisée dans le pays par le P.O.B. et la C.G.T.B., du 17 au 31 juillet. Elle s'ouvre dans l'arrondissement par une grande fête à la Maison du peuple de Seraing où sont conviés les 200 petits réfugiés espagnols hébergés dans la région. Le résultat obtenu par la F.G.S. et la Fédération du P.O.B. est important, surtout après les collectes déjà réalisées au printemps : 38.068 kgs de vivres (pour une valeur de 186.000 francs) et 23.769,90 francs. Pour cela, 26.000 sachets ont été distribués, ainsi que 30.000 circulaires et 17.000 enveloppes (37).

Au mois d'août, la F.G.S. annonce qu'elle a, dans les mois précédents, outre l'argent envoyé pour la souscription nationale, expédié 4 convois totalisant 1 tonne de farine, 10.000 kgs de haricots, 18.500 kgs de produits alimentaires. Le dernier convoi, qui fait route pour l'Espagne, comprend aussi : 50.000 cahiers, 50.000 crayons, 40.000 ardoises et 100.000 touches (38).

Par la suite, le rythme des collectes diminue. Les mois d'août et de septembre mobilisent les militants en prévision des élections communales d'octobre '38. De même, la tension internationale et les accords de Munich détournent quelque peu l'attention des socialistes liégeois de l'Espagne.

A la fin de l'année, les collectes reprennent, sous le thème notamment du "charbon pour les Espagnols". Le début '39 est quant à lui marqué par l'initiative de la C.G.T.B. d'instaurer une cotisation mensuelle des travailleurs pour l'Espagne, et surtout par l'arrivée massive d'enfants espagnols, à la veille de la campagne électorale pour les législatives du 2 avril 1939.

\*

\*\*

## **B. L'HEBERGEMENT DES ENFANTS ESPAGNOLS**

Conformément aux instructions du "Comité national pour l'hébergement des enfants espagnols en Belgique", le "Comité régio-

(37) *La Wallonie*, 7 octobre 1938, p. 5, col. 4.

(38) *La Wallonie*, 27-28 août 1938, p. 4, col. 5-6.

nal de Liège" est constitué le 9 janvier 1937, quelques jours après que le Comité national ait lancé un premier appel dans "La Wallonie" pour le sauvetage des petits Espagnols. Il assure seul l'organisation de l'hébergement des enfants dans la région liégeoise avec le concours de toutes les personnes désireuses de l'aider, mais sans constituer des comités locaux. Le Comité régional est composé de : Lucie Dejardin (pour le Comité d'Action des Femmes Socialistes), Alice Melin (pour la Femme Prévoyante), Antoine Sainte et Alex Fontaine-Borguet (pour la Fédération liégeoise du P.O.B.), Joseph Bondas et Pierre Clajot (pour la Fédération Générale des Syndicats de Liège), ce dernier assurant le secrétariat à la Maison Syndicale, place St. Lambert, à Liège (39).

Pour aider les enfants espagnols, trois possibilités s'offrent à la population : l'hébergement, la prise en charge (c'est-à-dire une intervention pécuniaire pour l'entretien d'un enfant placé dans un home) et l'adoption.

Dès le début du mois de février 1937, des listes de souscription éditées par le Comité national sont mises en circulation dans la région; de même, des bulletins de prise en charge (parrainage des enfants hébergés dans les homes) sont disponibles au siège du Comité régional, et il suffit d'y indiquer la somme et la période durant laquelle on désire intervenir.

A la mi-février, 126 demandes d'hébergement et 112 demandes d'adoption sont déjà parvenues au Comité régional. Ces 238 demandes, qui se répartissent sur 52 communes de l'arrondissement, requièrent chacune une enquête. Certaines demandes sont rejetées lorsqu'elles émanent de chômeurs ou de pensionnés dont les ressources ne permettent pas de subvenir à tous les besoins des enfants, de familles nombreuses qui ont déjà des charges importantes, et de cafetiers. En outre, il faut résoudre des problèmes d'ordre pratique, dont le principal est celui des garçons. Sur les 300 demandes introduites au total, beaucoup veulent des enfants très jeunes et surtout des fillettes, alors que les garçons sont en plus grand nombre. Dans un article intitulé "Pitié pour les garçons espagnols", Paul Tofahrn (du Comité national d'Aide à l'Espagne) rappelle aux parents adoptifs qu'il s'agit de penser davantage aux enfants qu'à eux-mêmes (40). D'autre part, les enfants à accueillir forment parfois des groupes de 3, 4 ou 5 enfants de la même famille pour lesquels il s'agit d'éviter autant que possible la séparation ou un éloignement géographique trop important.

(39) *La Wallonie*, 11 janvier 1937, p. 1, col. 4.

(40) *La Wallonie*, 14 mai 1937, p. 1, col. 5-6., p. 5, col. 2.

Tout cela explique que ce n'est finalement qu'au mois de mai — le 14 — que 74 enfants de Bilbao — 40 garçons et 34 filles, âgés de 5 à 13 ans — arrivent à Liège, après avoir transité quelques semaines au home "Emile Vandervelde" à Oostduinkerke, pour se remettre des privations subies. Les membres du Comité d'hébergement et les délégués syndicaux, Lucie Dejardin, Alice Melin, Gisèle Paffen, Julia Léonet, Simone Claes, Pierre Clajot, Hubert Lemme et Gobin sont allés les chercher à la côte belge. Leur arrivée à Liège donne lieu à des scènes émouvantes et témoigne de l'élan spontané de solidarité et de générosité que les socialistes liégeois ont eu pour les Républicains espagnols, et surtout pour les petits réfugiés. Un article de "La Wallonie" rend très bien l'atmosphère de cette journée : "dans la longue descente vers Liège, les 3 cars, ornés de banderoles demandant au peuple belge de se souvenir de 1914 et d'arracher les enfants espagnols à l'atroce tuerie, étaient l'objet de l'attention sympathique de la population ... A la Maison Syndicale, où les enfants devaient se restaurer, une foule énorme les attendait. Spectacle émouvant. Les femmes et les hommes pleuraient. Les gosses, qui avaient mangé en chemin à la Maison du Peuple de Bruxelles, mangèrent un repas préparé par la Populaire et la Maison Syndicale. Les camarades Gaspard (Consul d'Espagne) et A. Sainte (secrétaire de la Fédération liégeoise du P.O.B.) étaient présents. Vers 7H30, départ vers la Populaire, où les parents adoptifs attendaient. Ce fut le délire. La foule était tellement dense que le Commissaire avait dû improviser un service d'ordre". L'émotion atteint son paroxysme quand les enfants montent sur la scène au "milieu des vivats à l'Espagne, des acclamations et des embrassades par des mamans qui pleuraient à chaudes larmes" pour former un chœur et chanter l'Internationale. La secrétaire des Femmes Prévoyantes, Alice Melin, prend alors la parole pour remercier la foule et prodiguer les recommandations aux parents adoptifs (41).

Quelques problèmes pratiques, parfois étonnants, vont encore se poser au Comité régional dans les jours qui suivent : des parents adoptifs réclament des dictionnaires français-espagnol; certains signalent que les petits sont pris de panique dès qu'ils entendent le vrombissement d'un moteur ou aperçoivent un avion dans le ciel, ce qui conduit "La Wallonie" à insérer, dans son numéro du 21 mai 1937, un "message" en français et en espagnol destiné à apaiser les enfants. Enfin, par un article paru dans "La Wallonie" "Dispensez les enfants du cours de religion", le Comité régional rappelle que les parents doivent mettre les enfants à l'école, "l'école officielle commu-

(41) *La Wallonie*, 15-16 mai 1937, p. 1, col. 3-5.

nale s'entend" et, pour répondre à la demande de plusieurs parents, donne le texte-type à remettre aux directeurs d'école pour dispenser les enfants du cours de religion (42).

En juin 1937, 3 groupes d'environ 40 enfants chacun arrivent encore; ils sont hébergés au Home de Glons, au Home des Floricots à Tihange et à celui des Vacances Infantines de Mont-Comblain. L'accueil y est tout aussi touchant. Lucie Dejardin raconte l'arrivée du dernier groupe, 40 garçons de Bilbao, à Mont Comblain et montre combien leur hébergement nécessite l'aide de tous: "Nous faisons un inventaire sommaire des trousseaux des enfants. Trousseaux? C'est une façon de parler. Leurs petits sacs sont bien légers. Pas de linge de rechange, pas de pyjamas, absolument rien pour la toilette. Quelques-uns, bien peu, possèdent un manteau. Heureusement qu'en prévision de leur arrivée, les Amis du Home ont apporté un rondet stock de vêtements. Des bas, des pullovers leur seront distribués. Les petits pieds meurtris seront bien à l'aise dans les pantoufles arrivées à leur intention. Mais il n'y en a pas assez. Les camarades du Comité local de l'Union Coopérative de Mont viennent saluer les nouveaux venus et remettent à la directrice du Home 92 francs, quote-part d'une collecte faite au village. Cela servira à compléter la série des pantoufles. Chacun recevra une chemise par les soins des Amis du Home, mais il n'y a pas assez d'argent pour un pyjama ou une chemise de nuit". La secrétaire du Comité d'Action des Femmes Socialistes lance un appel pour les enfants des 3 Homes, pour qui elle demande à la fois de l'argent et des vêtements "A l'ouvrage les femmes! Confectionnez du linge, tricotez des bas, des chaussettes pour nos petits. Tout sera le bienvenu!" (43).

L'aide s'organise. Dès février 1937, des particuliers et des organisations ouvrières ont souscrit pour l'hébergement des enfants dans les homes. Citons, à titre d'exemple, les Guildes des Coopératrices et les Femmes Prévoyantes de Sclessin, Sprimont, Bellaire ... qui ont décidé de verser chaque mois une somme au Comité régional; la Fédération des Métallurgistes qui prend à sa charge l'hébergement de 2 enfants au home de Glons, et qui, à son congrès annuel de juin '37, porte le nombre à 8; le personnel "employés" de la Fédération des Métallurgistes qui parraine 3 enfants, et le personnel du journal "La Wallonie" 1...

Parallèlement, les souscriptions se poursuivent et les petits réfugiés continuent à faire l'objet d'une grande sollicitude de la part des socialistes liégeois. Un service spécial de contrôle médical fonctionne

(42) *La Wallonie*, 8 juin 1937, p. 2, col. 6.

(43) *La Wallonie*, 21 juin 1937, p. 3, col. 5.

pour eux, les enfants profitent des avantages de la Mutualité Socialiste et de la Femme Prévoyante. Devant la détresse morale de ces enfants déracinés et marqués par la guerre, les socialistes liégeois organisent un maximum d'activités destinées à leur faire oublier, mais aussi à faire renaître en eux une certaine joie de vivre qui, dans des circonstances normales, est le comportement habituel d'un enfant. Les Femmes Prévoyantes les associent aux fêtes qu'elles organisent au moment de la St. Nicolas, des groupes locaux se cotisent pour leur offrir des cadeaux; dans les homes, on organise des festivités, les enfants vont en groupe assister à des spectacles de cirque ...

Un autre événement, tragique celui-là, témoigne de la grande affection qu'ont les socialistes liégeois pour ces petits Espagnols. En juillet '38, un petit réfugié, José Puente, hébergé à Flémalle-Haute dans la famille Heine, se noie accidentellement dans la Meuse. Le 23 juillet, une foule énorme assiste à ses funérailles: "C'est par centaines que les gerbes et couronnes étaient amoncelées à la Maison du peuple, où la levée du corps a eu lieu peu avant 5h. En tête du cortège viennent les enfants des écoles communales, les Enfants du Peuple, le drapeau de la République espagnole, les petits réfugiés, les bras chargés de fleurs sur deux rangées encadrent le corbillard. Derrière le cercueil: le petit Félix Puente, frère de José, D.D. Heyne et son fils Maurice, les citoyens F. Vandermaessen, J. Bondas, Théodule Gonda, P. Clajot, J. Paffen, Boldu, et Gaspar, représentant les autorités espagnoles; puis la foule immense, recueillie". Après le discours prononcé par Ignacio Ortega (enfant réfugié) au nom de ses camarades, Marcel Cools, échevin de Flémalle, prend la parole au nom de toutes les organisations: "...malgré nous, et malgré la peine qui nous étroit, notre colère monte, plus forte encore que jamais, contre ceux qui ont fait de l'Espagne un champ de bataille où l'on tue presque autant d'enfants que de soldats. Franco et ses maîtres, ceux-là qui n'ont pas craint de meurtrir l'Espagne ... la mort du petit José est l'un de leurs crimes. Il n'avait pas demandé à quitter son pays et sa mère; il vivait heureux et sans souci ... cette mort comme toutes les autres qui sont dûes aux bombes de Franco, nous jurons sur cette tombe prématurément ouverte, de les venger et d'aider nos frères d'Espagne à libérer leur pays. C'est notre adieu à notre pauvre petit José et la seule consolation que nous puissions envoyer à ses parents" (44).

En août 1938, Lucie Dejardin annonce la reprise des inscriptions pour l'hébergement d'enfants, en raison de la dureté des combats en Espagne. Elle espère voir doubler la population espagnole de la ré-

(44) *La Wallonie*, 25 juillet 1938, p. 6, col. 6-7.

gion liégeoise pour le mois d'octobre, mais le projet est retardé.

Fin janvier '39, la F.G.S. de Liège reçoit des délégués de l'Ambassade d'Espagne à Bruxelles qui lui demandent de renouveler l'appel pour l'hébergement immédiat d'enfants fuyant la Catalogne. Les frais d'entretien (environ 400 francs par mois) d'un enfant ne permettant plus aux organismes de parrainer cet hébergement, l'appel est donc lancé à la population. Le 27 janvier, une soixantaine de demandes d'hébergement sont déjà parvenues à la F.G.S. et, dans certains établissements industriels, des ouvriers décident de se cotiser pour prendre en charge l'entretien d'enfants. Plusieurs administrations communales décident également de payer l'hébergement d'enfants.

Le 31 janvier, la F.G.S. lance un "S.O.S. enfants espagnols", car c'est par milliers que ceux-ci arrivent à la frontière, à la remorque des troupes: "ce n'est pas assez, nous vous supplions de venir plus nombreux réclamer votre petit protégé ... plus de 100.000 enfants ... en leur nom nous vous crions de toutes nos forces: vite, vite, nous sommes à bout, nous n'en pouvons plus" (45).

Le 2 février '39, rentrant de la frontière catalane, P. Clajot ramène avec lui 106 enfants que lui a confié le Fonds International de Solidarité qui, depuis quelques mois, en assumait la charge en territoire espagnol. Ces enfants d'Asturie, tous orphelins âgés de 2 à 5 ans et quelques-uns de 10 ans, ont été évacués de Farnes de la Salva (près de Gérone). Ils arrivent le 28 janvier à Perpignan, où Pierre Clajot, venu convoyer un train de ravitaillement, les prend en charge. Après les formalités, ils prennent le train le 1er février, via Paris, puis la Belgique. A leur arrivée à Liège, où journalistes et fonctionnaires de toutes tendances les attendent, ils reçoivent chacun un colis offert par le "Grand Bazar" de Liège et une paire de chaussures, cadeau de l'Union Coopérative de Liège. Ils sont ensuite conduits au Home de Vacances Infantines de Mont Comblain, où ils doivent rester le temps de satisfaire aux règlements des Services de la Santé Publique, avant d'être confiés à des personnes (46).

Le 8 février, la F.G.S. lance un nouvel appel pour l'accueil des enfants: les 450 demandes d'hébergement déjà introduites sont insuffisantes, car 300 petits sont encore attendus. "Serrons-nous un peu, mais faisons place dans nos foyers, à ces pauvres petits".

A la demande de la F.S.I., P. Clajot est reparti pour prendre en charge les enfants des colonies de Tassa et de Blanes. Dans la région liégeoise, la solidarité s'intensifie: des collectes sont entrepri-

(45) *La Wallonie*, 31 janvier 1939, p. 1, col. 5-7.

(46) *La Wallonie*, 2 février 1939, p. 1, col. 3.

ses par plusieurs U.S.C., l'Union Coopérative verse 10.000 francs à la F.G.S.; à Liège, le Comité de l'U.S.C. de Liège, en accord avec les J.G.S. de Liège, crée un "Comité de secours socialiste liégeois aux enfants de l'Espagne républicaine", qui décide de payer l'hébergement de 20 enfants au home de Mont Comblain. Pour réunir l'argent nécessaire, des sorties-collectes sont immédiatement organisées, les dimanche 12 et 19 février, sur le territoire de la ville. Le premier dimanche (collecte dans les quartiers des Vennes, Outre-Meuse, Nord et Ste Walburge), le Comité ne récolte pas moins de 3 camions de vivres et de vêtements, ainsi que 8.886 frs<sup>20</sup>, provenant des enveloppes déposées dans les quartiers et de celles distribuées toute la journée au café de la "Populaire". En mai '39, ce Comité de secours modifiera son aide aux enfants basques, en créant, dans l'ancien pensionnat Simonon (rue des Vennes) — mis à sa disposition par la Ville de Liège —, un home abritant 52 enfants, orphelins pour la plupart, âgés de 10 à 17 ans, et 10 femmes (47).

Le 16 février '39, deux autocars ramènent 60 des 106 enfants espagnols hébergés à Mont Comblain jusqu'à la Maison Syndicale, où ils font connaissance avec leurs nouvelles familles. Avant leur départ, tous ont reçu un pullover, cadeau du Comité des Oeuvres scolaires de Comblain. Dans les 46 enfants restants, 4 malades ont été admis en traitement à l'hôpital d'Esneux, 35 sont restés dans la région de Comblain, et 4 ont été accueillis par le Foyer de l'Orphelin. A nouveau, les responsables ont cherché à laisser ensemble les membres d'une même famille, ce qui n'a pas facilité les choses. Quelques-uns restent à placer, dont un adolescent de 15 ans. D'autre part, un problème subsiste: les gens veulent surtout héberger des filles, alors que les groupes de réfugiés comptent davantage de garçons (48).

Le 2e contingent d'enfants espagnols attendu par la F.G.S. arrive à Liège le dimanche 19 février, par train spécial, sous la conduite de Pierre Clajot. Il compte 274 enfants, âgés de 5 mois à 12 ans, qui sont immédiatement conduits par rame spéciale à Micheroux, où Arnold Boulanger a mis à la disposition de la F.G.S. plusieurs locaux de la Société Générale Coopérative. Un repas a été préparé par les ouvriers et les ouvrières de Micheroux. Les dortoirs — 300 lits ont été demandés à l'Etat-Major de l'armée — sont aménagés dans plusieurs halls bien chauffés de l'usine.

Ces enfants sont arrivés dans le dénuement le plus complet. Durant leur séjour, ils sont tous rhabillés complètement grâce aux dons pro-

(47) *La Wallonie*, 15 février 1939, p. 2, col. 1-2; 19 mai 1939, p. 2, col. 6-7.

(48) *La Wallonie*, 17 février 1939, p. 1, col. 4.

venant soit des organisations ouvrières soit de particuliers. C'est le personnel féminin de la S.G.C. de Micheroux et des mères des communes avoisinantes qui préparent les repas, lavent et raccomodent le linge. Le petit déjeuner, qu'elles préparent pour 7 heures du matin, nécessite à lui seul 56 pains. Chaque jour, les enfants ont droit à une séance de cinéma à la Maison du Peuple de Fécher (Soumagne) et l'après-midi est consacrée aux sports (49). Dans les jours qui suivent leur arrivée, "La Wallonie" rappelle qu'il n'y a pas de visite autorisée à Micheroux, et que la répartition des enfants ne se fera que lorsque toutes les garanties auront été données à la Sûreté Générale et à l'inspection médicale. Il parle aussi de "quarantaine imposée par les services d'hygiène", mais n'en dit pas plus. En fait, ces enfants sont tous atteints de la gale, ce qui place le docteur Marcel Delvigne (qui fait partie de l'équipe médicale chargée de s'occuper des enfants hébergés) devant un problème médical difficile. Le traitement traditionnel de la gale, qui prévoit que l'on frotte les malades au soufre, n'est pas envisageable dans le cas d'une telle collectivité. L'hôpital de Bavière et le dispensaire de la Province ne peuvent chacun traiter que 4 ou 5 cas par semaine. D'autre part, la gale étant une maladie contagieuse, les enfants soignés risquent, par cette méthode, d'être recontaminés par les autres. C'est finalement à Bruxelles, où l'on traite la gale par un dérivé de la créosote, que Marcel Delvigne et deux infirmières entreprennent, en une journée le badigeonnage complet des enfants. "Ils devenaient tout rouges, criaient beaucoup, mais ils étaient pour la plupart guéris" (50).

Le 20 mars, ces enfants — après leur période de quarantaine à Micheroux — sont accueillis à Liège par J. Bondas, P. Clajot (F.G.S.), Jean Paffen et Rogister (Fédération des Métallurgistes), Dumoulin (Centrale de l'Alimentation de l'U.C. de Liège), Warnant (Centrale des Mineurs), A. Boulanger (Directeur de la S.G.C. de Micheroux), et le docteur Delvigne "dont le dévouement ne se ralentit pas un seul instant au cours de ces dernières semaines" (51). Dans la grande salle des fêtes de la Populaire, du chocolat et des biscuits sont distribués aux enfants qui rejoignent leurs parents adoptifs "Les gens étaient comme fous" témoigne Marcel Delvigne "ils partaient avec l'enfant de la Populaire et lui achetaient des jouets qu'ils n'auraient pas acheté à leurs propres enfants".

D'autres arrivées d'enfants espagnols ont encore lieu dans la région. Fin février, la colonie espagnole "Achille Galopin", composée de 66

(49) *La Wallonie*, 20 février 1939, p. 1, col. 4; 21 février 1939, p. 3, col. 5-6.

(50) Interview du Docteur Marcel DELVIGNE, mai 1986.

(51) *La Wallonie*, 21 mars 1939, p. 1, col. 4-5.

enfants, est logée à Tihange, au Home des F.P.S. "Les Floricots". Vers la mi-mars, ils sont ramenés à Ougrée, où ils sont hébergés, certains chez l'habitant, d'autres au Vieux Château de Sclessin (52). A nouveau, les responsables socialistes peuvent compter sur une aide extérieure : le conseil communal d'Ougrée permet en effet la remise en état du château, et la Commission d'Assistance délivre un subside spécial destiné à vêtir les enfants.

Dès la fin du mois de mars cependant, c'est-à-dire au moment de la chute de Madrid, il est déjà question du retour des enfants dans leur pays. Devant le désarroi manifesté par certains parents adoptifs, la F.G.S. de Liège répond que, bon gré, mal gré, ils doivent se faire à l'idée que les enfants devront retourner assez rapidement dans leur pays.

Les socialistes refusant d'entrer en contact avec les franquistes pour organiser le retour des enfants, c'est la Croix-Rouge qui est chargée de cette tâche. Mais des problèmes surgissent entre cette organisation et les responsables socialistes des comités d'hébergement. La Croix-Rouge est critiquée parce qu'elle envoie des lettres administratives et impersonnelles aux parents adoptifs, leur demandant de rendre les enfants; cela entraîne une mise au point d'A. De Block, responsable du Comité national d'Hébergement, qui écrit à tous les parents pour leur expliquer qu'ils ne doivent se conformer qu'aux instructions du Comité National ou des Comités régionaux, qui eux seuls donneront des instructions pour le départ. Pierre Clajot s'en prend aussi à la Croix-Rouge parce que les départs se font de manière anonyme et que les enfants arrivés ensemble repartent séparément. Pour lui, "ensemble ils sont arrivés, ensemble ils doivent repartir", et il demande si les familles qui ont fait un effort pendant deux ans méritaient d'être récompensées de cette manière. Aux scènes chaleureuses et enthousiastes des arrivées collectives succèdent des départs tristes et anonymes qui ajoutent au désarroi des parents qui doivent se séparer de "leur" enfant espagnol. Pierre Clajot demande à ces enfants de se souvenir de leurs parents adoptifs belges, et "qu'ils sachent que jamais si on ne nous avait dépossédé du droit que nous avons, nous n'aurions permis que leur retour s'effectue dans d'aussi déplorables conditions (53).

Le premier retour s'effectue le 25 avril 1939, à la gare du Midi à Bruxelles, et donne lieu à des scènes déchirantes. Sur les 485 départs d'enfants, 205 viennent du Comité socialiste, mais aucun renseignement n'est fourni sur la répartition géographique, et les sour-

(52) *La Wallonie*, 24 février 1939, p. 2, col. 2.

(53) *La Wallonie*, 25 avril 1939, p. 3, col. 2-3.

ces ne permettent pas de détailler le retour des petits Espagnols hébergés dans la région liégeoise.

\*

\*\*

### C. LES MEETINGS / CONFERENCES

Sur base d'un dépouillement systématique de "La Wallonie", de juillet '36 à mars '39, on recense plus de 200 meetings/conférences, organisés dans l'arrondissement de Liège sur le thème spécifique de la guerre civile espagnole (54).

Chronologiquement, on en dénombre 70 d'août à décembre '36, et 85 de janvier à juillet '37. Cette fréquence, la plus importante durant les trois années de guerre, peut s'expliquer par le fait que l'événement — par ailleurs très émotionnel — est nouveau et qu'il convient d'informer la population sur la République espagnole et sur le profil de ses agresseurs. Après une nette chute (seulement 14 meetings) durant les six derniers mois de '37 — qui correspond à un ralentissement de l'aide à l'Espagne — les meetings reprennent en 1938; il y en a 52 jusqu'en juin, dont 16 rien que pour ce dernier mois, lorsque la menace d'une reconnaissance de Burgos par la Belgique se précise. Les derniers mois de la guerre civile espagnole n'enregistrent que peu de meetings dans la région : 8 pour la fin de l'année 1938, et 4 pour le premier trimestre '39.

Parmi les orateurs, deux noms ressortent : ceux de R. Delbrouck et F. Sainte, qui ne donnent pas moins de 33 et 24 meetings durant toute la période du conflit. D'autres militants se distinguent, pour la plupart J.G.S. : S. Paque (17 meetings), H. Rassart (12 meetings), G. Dejardin (7 meetings) ... Les socialistes liégeois accueillent également des personnalités du P.O.B. : Louis de Brouckère (19 meetings), Isabelle Blume (19 meetings), Jeanne Emile Vandervelde (12 meetings), E. Vandervelde (11 meetings), F. Godefroid (14 meetings), J. Delvigne (10 meetings), A. Genot (8 meetings) ... D'autre part, il convient de remarquer que, durant la première année de la guerre civile, beaucoup de meetings sont donnés conjointement par des socialistes, des communistes mandatés par leur parti, et divers représentants d'associations antifascistes, ceci dans l'esprit de Front Po-

(54) Les chiffres cités ne comprennent que les meetings annoncés ou commentés par *La Wallonie* mais à cela s'ajoute certainement une série de petits meetings locaux qui ne font pas l'objet d'une propagande écrite.

pulaire qui règne alors à Liège, et du rassemblement des forces de gauche contre la guerre. Par la suite, ces meetings deviennent rares, et sont surtout tenus par des J.G.S. et des J.C.

\*

\*\*

#### **D. LE TRAFIC D'ARMES**

Il n'est guère aisé de décrire le rôle des socialistes liégeois dans le trafic d'armes pour les Républicains espagnols car, étant donné le caractère illégal et clandestin de ces transactions, les sources écrites sont bien sûr inexistantes et les témoignages oraux difficiles à utiliser.

Toutefois, la présence de la Fabrique Nationale d'Armes de Guerre à Herstal laisse supposer que les socialistes liégeois ont pu jouer un rôle dans le trafic d'armes par Anvers (Louis Major) et par Aubange. Cette dernière filière fait l'objet de témoignages concordants d'Hubert Rassart de Liège, de Jean Jacques de Saint-Mard et d'Octave Liégeois de Virton. Les armes étaient chargées à Liège sur les camions de l'Union Coopérative, et la présence de ceux-ci dans le Sud Luxembourg était tout-à-fait normale, puisque l'U.C. y avait des magasins dans toute la province, qu'elle approvisionnait régulièrement. Les militants du syndicat des Métallurgistes de la région d'Aubange-Athus se chargeaient alors de faire passer les armes en France, où ils les remettaient aux sidérurgistes lorrains (55).

(55) Interviews d'Hubert RASSART : août 1986; de Jean JACQUES : juillet 1984; d'Octave LIEGEOIS : janvier 1986.

Les sources écrites permettant de déterminer l'attitude du P.O.B. liégeois à l'égard de la question espagnole ne sont guère nombreuses.

La Fédération liégeoise du Parti Socialiste ne possède plus les archives fédérales relatives à cette période. Il en va de même pour les archives des mouvements mutualiste, coopératif et syndical, à l'exception dans ce dernier, des procès-verbaux de l'Exécutif de la Centrale Régionale des Mineurs. Malheureusement, ceux-ci n'apportent aucun élément sur l'attitude politique de cette branche syndicale à l'égard de l'Espagne.

Nous avons néanmoins eu recours aux rapports administratifs de la Fédération liégeoise du P.O.B. (1935-1936; 1937-1939), qui donnent quelques renseignements généraux.

Pour pallier à ces lacunes, nous avons entrepris le dépouillement systématique du journal "La Wallonie" — organe officiel du P.O.B. liégeois durant l'entre-deux-guerres —, de juillet 1936 à juin 1939. On y retrouve les prises de position politiques de la Fédération liégeoise du P.O.B. sur la question, mais également une foule d'informations sur l'aide des socialistes liégeois aux Républicains espagnols.

Cette étude a été complétée par les interviews de Ch. Bailly, Ch. Rahier, M. Delvigne, H. Rassart, J. Jacques et O. Liégeois.